

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)
4C1, Place du Portage Phase III
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5

| | |
|--|--|
| Title - Sujet INMATE ACCOUNTING SYSTEM | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-122028/B | Amendment No. - N° modif. 003 |
| Client Reference No. - N° de référence du client 21120-122028 | Date 2013-03-05 |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-120-25343 | |
| File No. - N° de dossier 120xl.21120-122028 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-03-19 | |
| Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST | |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hoffman, Amanda | Buyer Id - Id de l'acheteur 120xl |
| Telephone No. - N° de téléphone (613) 934-1604 () | FAX No. - N° de FAX (819) 953-3703 |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

Modification n° 003

La modification n° 003 vise à répondre aux questions suivantes de l'industrie :

Question 001 :

1. Par rapport à la « période de paie » de 14 jours utilisée par le Service correctionnel du Canada (SCC) et la fin de l'exercice financier le 31 mars :
 - a. Le premier cycle de 14 jours d'un exercice financier commence-t-il toujours le 1^{er} avril? Peut-il commencer le premier lundi (ou un autre jour de la semaine) après le 1^{er} avril?
 - b. Comment détermine-t-on le dernier cycle d'un exercice? Attend-on que le dernier cycle de deux semaines commencé avant le 31 mars se termine avant de commencer un nouvel exercice?

Réponse 001 :

La période de paie du Système de comptabilité des détenus (SCD) commence toujours un lundi et se termine toujours un dimanche. Un calendrier de toutes les périodes de paie de l'exercice est publié. En ce qui a trait à l'exercice financier 2012-2013, la dernière période de paie se termine le dimanche 24 mars 2013. Le premier cycle de 2013-2014 commence donc le lundi 25 mars 2013.

Question 002 :

2. La solution de remplacement du système de comptabilité des détenus (SRSCD) doit exécuter, autoriser et prendre en charge les fonctions suivantes :
 - i. Le pourcentage maximal de retenue pour l'hébergement et les repas doit être établi au niveau national. (élément)
 - ii. Le pourcentage maximal de retenue pour l'hébergement et les repas doit être configurable dans le système à deux décimales près.
 - iii. Le pourcentage maximal de retenue pour l'hébergement et les repas (actuellement de 25 %) doit être calculé en fonction du montant du revenu total du détenu qui dépasse le plafond de rémunération par période (actuellement de 69 \$), après les retenues pour le remboursement de dettes envers l'État et les cotisations à la Caisse de bienfaisance des détenus. (élément)
 - iv. Les retenues sont plafonnées à une limite quotidienne précise (actuellement de 5 \$) et à une limite hebdomadaire précise (actuellement de 25 \$), en fonction d'une semaine de cinq (5) jours de travail. Ces limites doivent être configurables à l'échelle nationale. (élément)

Notre interprétation des éléments ci-dessus est que le pourcentage de retenue pour l'hébergement et les repas équivaut à 25 % du revenu total brut, mais que le maximum retenu par période de paie est de 50 \$ (soit 5 \$ par jour pendant les 10 jours d'une période de paie). Il s'agit de l'exigence n° 44. Cette interprétation est-elle juste, ou faut-il plutôt comprendre que le plafond des retenues pour l'hébergement et les repas ne peut dépasser en aucun cas 5 \$ par jour?

Réponse 002 :

Le montant maximal retenu pour l'hébergement et les repas ne peut excéder 50 \$ par période de paie de deux semaines.

Question 003 :

3. Calculer l'intérêt sur les comptes des détenus (comptes d'épargne et courants) et sur les comptes spéciaux (comptes de club) :
- i. Dans le cas des comptes d'épargne et courants, l'intérêt est déposé dans le compte d'épargne du détenu. (élément)
 - ii. Dans le cas des comptes spéciaux (comptes de club), l'intérêt est calculé uniquement sur les soldes courants et déposé dans les comptes courants. (élément)

Si nous avons bien compris, les comptes spéciaux sont des comptes communs dont les fonds peuvent provenir de nombreux détenus. Une fois que les fonds sont placés dans un compte spécial, aucun fonds ni aucune fraction des fonds appartiennent à un détenu en particulier. Si tel est le cas, comment les intérêts des comptes spéciaux peuvent-ils être versés dans les comptes courants des détenus? Au point ii) ci-dessus, fait-on référence au solde courant des comptes spéciaux plutôt qu'aux comptes courants des détenus?

Réponse 003 :

Les intérêts des comptes spéciaux sont versés dans le compte courant de ces derniers et non dans les comptes courants des détenus.

Question 004 :

L'exigence n° 51 traite de virements entre des comptes d'épargne spéciaux et de virements d'un compte d'épargne spécial à un compte de détenu. (élément). Pourriez-vous expliquer la différence entre un compte d'épargne spécial et un compte spécial?

Réponse 004 :

Compte spécial est un terme générique désignant tous ces types de comptes (p. ex. un compte de Caisse de bienfaisance des détenus ou la cantine des détenus). Les comptes spéciaux utilisent seulement un compte courant, et non un compte d'épargne ni de cantine.

Question 005 :

Information ou remarque n° 52 : Lorsqu'un détenu arrive à un établissement, il n'a souvent pas d'argent accumulé pour faire des achats à la cantine. Le SCC lui fournit alors une « avance » créditée directement à son compte courant. L'avance est enregistrée comme une mise à découvert dans le compte d'épargne. Le compte d'épargne est ensuite remboursé graduellement à même la paie du détenu, sous la répartition 90 % : 10 % entre le compte courant et le compte d'épargne, ou d'autres fonds déposés dans ce compte de l'extérieur.

Pourriez-vous expliquer davantage les fonctions du système SCD en matière de dossiers des détenus et d'établissement? Par exemple, lorsqu'un détenu est transféré d'un établissement A à un établissement B, son dossier et son historique de transaction de l'établissement A demeurent-ils dans le SCD de celui-ci de manière à ce qu'un dossier soit conservé dans chacun des établissements fréquentés par le détenu?

Réponse 005 :

Les fonctions du système SCD (en matière de dossiers et d'établissement) permettent, lorsqu'un détenu est transféré dans un établissement B, de conserver son dossier et son historique de transaction de

l'établissement A dans le SCD de celui-ci, de manière à ce qu'un dossier soit conservé dans chacun des établissements fréquentés par le détenu. Les données du dossier principal sont envoyées à l'établissement B, et le solde des fonds lui est aussi versé.

Question 006 :

Exigence n° 41 : Chaque code de poste est lié à un niveau de rémunération (au moins 13 niveaux) et à un niveau d'emploi (au moins dix niveaux). Les exigences n° 46 et n° 53 donnent sensiblement la même information quant à la grille de paie nationale, mais utilisent une terminologie différente. En effet, l'exigence n° 41 utilise le terme *code de poste*, l'exigence n° 53 utilise le terme *numéro de poste*, tandis que l'exigence n° 46 n'utilise ni l'un ni l'autre.

- Nous comprenons que le code de poste de l'exigence n° 41 et le numéro de poste de l'exigence n° 53 renvoient en fait à la même notion. Est-ce le cas?
- Les termes *code de poste* et *numéro de poste* sont-ils synonymes et ont-ils un numéro d'identification unique pour chaque dossier dans la grille de paie nationale du SCC?
- Comptez-vous dire au personnel national de maintenir la grille de paie nationale du SCC directement dans la nouvelle SRSCD ou leur dire d'importer une autre grille de paie dans la SRSCD?

Réponse 006 :

- Oui, vous avez bien compris. Les termes *code de poste* (n° 41) et *numéro de poste* (n° 53) renvoient à la même notion.
- Oui, les termes *code de poste* et *numéro de poste* sont synonymes et ils ont un numéro d'identification unique. Par exemple, chaque poste est associé à un niveau de poste et à un niveau de rémunération dans la grille de paie nationale.
- Nous comptons dire au personnel national de maintenir la grille nationale de rémunération du SCC directement dans la nouvelle SRSCD.

Question 007 :

L'exigence n° 58 mentionne le terme *code de série* en ce qui a trait à l'émission de chèques pour le décaissement. Qu'est-ce qu'un code de série?

Réponse 007 :

Le code de série de l'interface du receveur général (IRG) est une zone de texte libre (4 caractères) sans validation dans le SCD qui correspond au numéro de série de chèque dans le Système intégré de gestion des finances et du matériel et au code d'établissement ou de bureau comptable ministériel.

LES AUTRES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.